

Remaniement : Stanislas Guerini reconduit à la fonction publique, les syndicats à l'offensive

Bastien Scordia

Stanislas Guerini a retrouvé le 8 février le même portefeuille que dans le gouvernement Borne : ministre de la Transformation et de la Fonction publiques.

L'annonce de la seconde vague de nominations du gouvernement de Gabriel Attal était attendue de pied ferme, depuis le 11 janvier. Et elle a réservé quelques surprises, à commencer par la fonction publique et la réforme de l'État, qui conservent finalement un ministère de plein exercice. Le ministre sortant, Stanislas Guerini, redevient ainsi ministre de la Transformation et de la Fonction publiques, selon le communiqué de l'Élysée diffusé jeudi 8 février.

C'est donc la fin d'une péripétie de près d'un mois qui avait commencé en janvier avec la disparition du ministère de plein exercice de la Fonction publique dans les premières nominations gouvernementales annoncées après l'arrivée de Gabriel Attal à Matignon. Une absence qui avait été pointée du doigt par de nombreux acteurs, notamment par les syndicats.

Stanislas Guerini remporte son bras-de-fer

L'affaire n'en était pas restée là, puisque Stanislas Guerini avait bataillé ferme auprès de l'Élysée et de Matignon pour retrouver intact son portefeuille. Lors de sa conférence de presse du 16 janvier, Emmanuel Macron avait néanmoins annoncé vouloir reconduire Stanislas Guerini pour porter la réforme de la fonction publique, qu'il prépare déjà depuis plusieurs mois... mais sans dire si ce dernier garderait le titre de ministre de plein exercice, comme il le souhaitait.

Le flou demeurait ainsi sur l'avenir du portefeuille de la Fonction publique, rattaché, dans les faits, à Matignon depuis cette date. Stanislas Guerini vient de remporter son bras-de-fer. Charge désormais pour lui de mener à bien la nouvelle réforme de la fonction publique, qui doit être présentée désormais au second semestre et qui vise à rendre la fonction publique "*plus attractive et plus moderne*" notamment *via* un développement de la rémunération au mérite. Une perspective déjà vivement critiquée par les syndicats.

La réforme aura bien lieu

S'il était resté "sur le pont" depuis début janvier avec son équipe, Stanislas Guerini a rapidement repris attache avec les syndicats. Quelques minutes après l'annonce de sa reconduction, il a ainsi appelé chaque syndicat de la fonction publique pour échanger sur l'agenda social des prochains mois. Un tour de table ou plutôt de téléphone au cours duquel il a donc confirmé sa volonté de

mener à bien le projet de loi sur lequel il planche depuis plusieurs mois. *“Je poursuis le travail avec un mandat clair : réformer la fonction publique”*, a-t-il ainsi affirmé sur X (ex-Twitter).

Sans surprise, les syndicats ont accueilli positivement le retour d'un ministère de plein exercice pour la fonction publique, tout en regrettant les atermoiements de l'exécutif autour de ce portefeuille. *“Tout ça pour ça !”* se désolent en substance les représentants du personnel. *“Nous sommes satisfaits d'avoir de nouveau un ministère de plein exercice mais nous regrettons cette perte de temps au vu des chantiers importants qui sont devant nous pour la fonction publique”*, commente ainsi Stanislas Gaudon, de la CFE-CGC. Gaëlle Martinez, de Solidaires, déplore quant à elle *“un mois perdu”* alors que *“les urgences sont toujours là”*, qu'il s'agisse des salaires ou des conditions de travail.

“Après près d'un mois d'indécision, nous disposons enfin d'un référent « fonction publique » au sein du gouvernement de Gabriel Attal, abonde Pascal Kessler, de la FA-FP. Maintenant, nous pouvons nous remettre le travail revendicatif en avant.” *“Pourquoi avoir laissé plus de 5 millions d'agents publics sans interlocuteur pendant un mois ?”* interroge pour sa part Mylène Jacquot, de la CFDT. Ce temps de vacance à la tête du portefeuille de la Fonction publique *“laissera des traces”*, estime-t-elle.

Les syndicats à l'offensive

Les syndicats préviennent déjà : ils comptent *“mettre tout suite (Stanislas Guerini) face à ses responsabilités”*, pour reprendre les termes de Benoit Teste, de la FSU. *“La fonction publique et ses professions sont en plein doute et en crise”*, pointe-t-il. Ce syndicaliste, comme d'autres, regrette que la feuille de route du ministre repose essentiellement sur la réforme de la fonction publique, comme l'ont rappelé Emmanuel Macron et Gabriel Attal. Une réforme qui, selon Benoit Teste, vise à *“mettre en œuvre une nouvelle étape de fragilisation du statut”* en favorisant notamment un *“prétendu mérite pour refuser la revalorisation de tous les agents publics”*.

Céline Verzeletti, de la CGT, renchérit : *“Si l'on se réfère aux derniers discours, l'urgence serait de faire une loi pour entériner un système de rémunération basé sur une notion fumeuse de mérite. Quand on connaît l'état de nos services publics, on ne peut que se dire qu'une telle loi est complètement à côté de la plaque.”* Les urgences sont ailleurs, notamment sur le plan salarial, abonde Christian Grolier, de Force ouvrière. *“Pour retrouver la confiance, Stanislas Guerini devra impérativement commencer par l'amélioration du pouvoir d'achat des agents publics et une nouvelle revalorisation du point d'indice de la fonction publique”*, souligne-t-il. *“On ne peut pas réformer contre, mais avec les agents, ajoute Mylène Jacquot, de la CFDT. Il faut reprendre les choses dans l'ordre : les salaires et les négociations d'abord.”* *“Nous avons enfin un ministre pour la fonction publique, insiste Luc Farré, de l'Unsa. Le dossier des rémunérations doit avancer, les agents publics le méritent.”*

Dans l'attente de précisions sur l'agenda et le contenu de cette nouvelle réforme, les syndicats

comptent, on l'a compris, mettre la pression sur le ministre reconduit. Ils auront notamment l'occasion de faire entendre leurs revendications le 19 mars prochain, à la faveur d'une journée de mobilisation à l'appel de l'intersyndicale de la fonction publique. Le mot d'ordre de la mobilisation est de "*mettre un terme à la spirale de paupérisation de la fonction publique*" et "*refuser une année blanche*" en termes de salaires pour les agents publics.

La composition complète du gouvernement de Gabriel Attal

Ministres

Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique

Gérald Darmanin, ministre de l'Intérieur et des Outre-mer

Catherine Vautrin, ministre du Travail, de la Santé et des Solidarités

Nicole Belloubet, ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse

Marc Fesneau, ministre de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire

Rachida Dati, ministre de la Culture

Sébastien Lecornu, ministre des Armées

Éric Dupond-Moretti, garde des Sceaux, ministre de la Justice

Stéphane Séjourné, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères

Christophe Béchu, ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires

Stanislas Guerini, ministre de la Transformation et de la Fonction publiques

Amélie Oudéa-Castéra, ministre des Sports et des Jeux Olympiques et Paralympiques

Sylvie Retailleau, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Ministres délégués

Auprès du Premier ministre :

Prisca Thevenot, chargée du Renouveau démocratique, porte-parole du gouvernement

Marie Lebec, chargée des Relations avec le Parlement

Aurore Bergé, chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes et de la Lutte contre les discriminations

Auprès du ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique :

Roland Lescure, chargé de l'Industrie et de l'Énergie

Olivia Grégoire, chargée des Entreprises, du Tourisme et de la Consommation

Thomas Cazenave, chargé des Comptes publics

Auprès du ministre de l'Intérieur et des Outre-mer et du ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires

Dominique Faure, chargée des Collectivités territoriales et de la Ruralité

Auprès du ministre de l'Intérieur et des Outre-mer :

Marie Guévenoux, chargée des Outre-mer

Auprès de la ministre du Travail, de la Santé et des Solidarités, de la ministre de l'Éducation

nationale et de la Jeunesse et du garde des Sceaux, ministre de la Justice

Sarah El Haïry, chargée de l'Enfance, de la Jeunesse et des Familles

Auprès de la ministre du Travail, de la Santé et des Solidarités :

Fadila Khattabi, chargée des Personnes âgées et des Personnes handicapées

Frédéric Valletoux, chargé de la Santé et de la Prévention

Auprès du ministre de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire :

Agnès Pannier-Runacher

Auprès du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères :

Franck Riester, chargé du Commerce extérieur, de l'Attractivité, de la Francophonie et des Français de l'étranger

Jean-Noël Barrot, chargé de l'Europe

Auprès du ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires :

Patrice Vergriete, chargé des Transports

Guillaume Kasbarian, chargé du Logement

Secrétaires d'État

Auprès du ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique :

Marina Ferrari, chargée du Numérique

Auprès du ministre de l'Intérieur et des Outre-mer et du ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires :

Sabrina Agresti-Roubache, chargée de la Ville

Auprès du ministre de l'Intérieur et des Outre-mer :

Sabrina Agresti-Roubache, chargée de la Citoyenneté

Auprès du ministre des Armées :

Patricia Mirallès, chargée des Anciens Combattants et de la Mémoire

Auprès du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères :

Chrysoula Zacharopoulou, chargée du Développement et des Partenariats internationaux

Auprès du ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires :

Hervé Berville, chargé de la Mer et de la Biodiversité